Conto corrente con la posta

Anno 89° — Numero 38

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Sabato, 14 febbraio 1948

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 31 dicembre 1947, n. 1646.

Esecuzione dell'Accordo relativo alle modalità d'applicazione dell'art. 79 del Trattato di pace, concluso a Parigi fra l'Italia e la Francia il 29 novembre 1947.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto il decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Visto l'art. 3, n. 1, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 28 novembre 1947, n. 1430;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il bilancio e per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo relativo alle modalità di applicazione dell'art. 79 del Trattato di pace concluso a Parigi tra l'Italia e la Francia, il 29 novembre 1947.

Art. 2.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad effettuare, con propri decreti, le variazioni di bilancio occorrenti per l'esecuzione dell'Accordo.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — EINAUDI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 29. — FRASCA

Accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de Paix

Considérant que aux termes de l'article 79 du Traité de Paix avec l'Italie, chacune des Puissances Alliées ou Associées aura le droit de saisir, retenir ou liquider tous les biens, droits et intérêts qui, à la date d'entrée en vigueur du présent traité, se trouvent sur son territoire et appartiennent à l'Italie ou à des ressortissants italien, et de prendre toute autre disposition en ce qui concerne ces biens, droits et intérêts; elle aura également le droit d'employer ces biens ou le produit de leur liquidation à tels fins qu'elle pourra désirer, à concurrence du montant de ses réclamations ou de celles de ces ressortissants contre l'Italie ou les ressortissants italiens (y compris les créances) qui n'auront pas été entièrement réglées en vertu d'autres articles du Traité;

Considérant que le Gouvernement français est disposé à renoncer à se prévaloir relativement à ces biens, droits et intérêts, des dispositions de l'article 79;

Considérant que le Gouvernement italien, comptetenu de cette renonciation, désire fournir au Gouvernement français une somme forfaitaire à titre de dédommagement;

Le Gouvernement italien et le Gouvernement français ont abouti à l'accord suivant:

Article 1.

Le Gouvernement français renonce à se prévaloir du droit de saisir, retenir et liquider les biens, droits et intérêts se trouvant sur le territoire de l'Union Française et appartenant à l'Italie ou à des ressortissants italiens dans les conditions prévues par l'article 79 du Traité de Paix avec l'Italie.

Toutefois cette renonciation n'affecte pas:

a) les biens, droits et intérêts se trouvant sur le territoire de l'Union Française que l'Italie ou des ressortissants italiens auraient acquis entre le 10 Juin 1940 et la date de la reprise des relations commerciales et financières entre la France et l'Italie.

b) les biens, droits et intérêts appartenant à l'Italie ou à des ressortissants italiens et se trouvant sur le territoire de la Régence de Tunis dont le sort est réglé par l'Article 3 ci-dessous. Toutefois, le Gouvernement français renonce à toute revendication au sujet des actions de la Société des Phosphates Tunisiens appartenant à l'Italie ou à des ressortissants italiens;

c) les 2.500 actions de la Compagnie du Chemin de Fer Franco-Ethiopien de Djibouti à Addis-Abeba possédées par l'Italie ou des ressortissants italiens;

d) les valeurs mobilières se trouvant sur le territoire de l'Union Française et appartenant à l'Italie ou à des ressortissants italiens dont l'attribution serait fixée d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Article 2.

Le Gouvernement français renonce également à toute réclamation à l'égard du Gouvernement italien au titre:

a) des créances de l'Office des Changes résultant des accords de compensation franco-italiens antérieurs au 3 Septembre 1943;

b) de ses propres créances résultant de contrats conclus par lui ou pour son compte dans le cadre du Protocole franco-italien du 27 Octobre 1939. Le Gouvernement français transfère au Gouvernement italien les créances résultant actuellement des contrats visés au présent paragraphe;

c) des dettes commerciales de toute nature contractées par les troupes italiennes en France ainsi que les dettes contractées par ces troupes envers la S.N.C.F.

Article 3.

Les biens, droits et intérêts appartenant à l'Italie ou à des ressortissants italiens et existant sur le territoire de la Régence de Tunis seront liquidés en application de l'article 79. Cependant:

a) le montant en lires de la valeur des biens des ressortissants italiens expulsés de la Régence de Tunis depuis le mois de Novembre 1945, fixé à un milliard de

lires suivant les règles ayant servi à la détermination de la valeur des biens, droits et intérêts italiens existant sur le territoire métropolitain, sera déduit de la somme forfaitaire prévue à l'article 4 ci-dessous afin de permettre au Gouvernement italien d'indemniser ses ressortissants;

b) le Gouvernement français est disposé à examiner les cas dont le Gouvernement italien pourrait le saisir dans un délai de trois mois a dater de la mise en vigueur du présent accord, pour demander qu'à titre exceptionnel les propriétaires expulsés, à partir du mois de Novembre 1945, au lieu d'être indemnisés forfaitairement en lires, soient autorisés à vendre leurs biens, à condition que ces ventes soient approuvées par les Autorités du Protectorat et aient lieu dans le délai de 18 mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix; ils devront en transférer la valeur dans un autre territoire de la zone franc où ils seront autorisés à en réinvestir le montant. Le montant de la somme de 1 milliard de lires visé à l'alinéa a) du présent article sera, en conséquence, diminué de la contre-valeur des biens ainsi vendus;

c) les ressortissants italiens domiciliés en Italie à la date du 1er Septembre 1939 et qui y sont restés depuis lors, seront admis à procéder eux-mêmes à la vente de leurs biens à condition que cette vente reçoive l'agrément des autorités du Protectorat et intervienne dans les 18 mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur du Traité de Paix; ils devront en transférer la valeur dans un autre territoire de la zone franc où ils seront autorisés à en réinvestir le montant.

A la date de l'expiration de ce délai, les biens non encore vendus seront liquidés par les soins de l'Administration française dans les conditions générales prévues pour la liquidation des biens italiens en Tunisie.

Article 4.

En contre-partie des renonciations prévues aux articles 1 et 2, le Gouvernement italien versera au Gouvernement français la somme de 15 milliards de lires. Le montant de 1 milliard de lires prévu à l'article 3 alinéa a) sera prélévé sur la somme de 15 milliards visée au présent article.

Le solde de 14 milliards de lires sera évalué en dollars U.S.A. en prenant pour base de calcul la moyenne arithmétique des cours du change dollars exportation à la bourse de Milan pendant le mois précédant la signature de cet accord. Il sera versé immédiatement à un compte spécial ouvert chez la Banca d'Italia au nom de la Banque de France pour le compte du Gouvernement français.

Le cours susdit étant pour le mois d'Octobre 1947 de lires 483,34 pour un dollar, le montant total s'élève donc à dollars U.S.A. 28.965.117,72 monnaie de compte.

Article 5.

Le crédit du compte prévu à l'article 4 sera utilisé pour tout paiement de la France en Italie à l'exclusion du paiement des marchandises, sauf entente spéciale entre les deux Gouvernements.

Article 6.

Les paiements en lires, visés à l'article précédent seront effectués en portant au débit du compte leur contre-valeur, en dollars U.S.A. calculée sur la base du cours moyen du dollar U.S.A. fixé au dernier alinéa de l'article 4.

Si le cours moyen mensuel du dollar venait à s'élever, ou si, le système du cours moyen, ayant été supprimé en Italie, le cours officiel du dollar venait à être fixé à un niveau plus élevé que le cours moyen, précisé au dernier alinéa de l'article 4, les montants en lires utilisés par le Gouvernement français, à partir de ce moment, seront évalués sur la base du nouveau cours des changes du dollar U.S.A.

Les deux Instituts d'émission conviendront des modalités d'application du présent article.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1947.

Pour l'Italie
PIETRO QUARONI

Pour la France
ANDRÉ MARIE

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 17 novembre 1947.

Monsieur l'Ambassadeur,

L'article 3 alinéa b) de l'Accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de paix, prévoit une procédure d'exception par laquelle certains propriétaires italiens expulsés de Tunisie pourront être autorisés à liquider eux-mêmes leurs biens et à les réinvestir dans la zone franc en dehors du territoire de la Régence.

Je crois nécessaire d'attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit là d'une mesure qui ne jouera qu'à titre exceptionnel dans des cas dûment justifiés.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

COUVE DE MURVILLE

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 17 novembre 1947

Monsieur le Directeur Général,

Par votre lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer:

« L'article 3 alinéa b) de l'Accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de paix, prévoit une procédure d'exception par laquelle certains propriétaires italiens expulsés de Tunisie pourront être autorisés à liquider eux-mêmes leurs biens et à les réinvestir dans la zone franc en dehors du territoire de la Régence.

Je crois nécessaire d'attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit là d'une mesure qui ne jouera qu'à titre exceptionnel dans des cas dûment justifiés ».

J'ai l'honneur d'accuser réception de cette communication et de Vous en donner acte, et de porter à Votre connaissance l'accord de mon Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, les assurances de ma haute considération.

PIETRO QUARONI

Monsieur COUVE DE MURVILLE
Directeur Général des Affaires Politiques
Ministère des Affaires Etrangères - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 17 novembre 1947

Monsieur l'Ambassadeur,

Au cours de la discussion de l'Accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de paix, vous avez attiré mon attention sur le cas de propriétaires italiens en Tunisie expulsés avant le mois de novembre 1945.

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'il est toujours loisible au Gouvernement italien de saisir le Gouvernement français de demandes tendant au retrait de tel ou tel arrêté d'expulsion. Le Gouvernement français examinera de telles demandes à la lumière des justifications qui seront présentées.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

COUVE DE MURVILLE

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 17 novembre 1947

Monsieur le Directeur Général,

Par votre lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer:

« Au cours de la discussion de l'Accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du Traité de paix, vous avez attiré mon attention sur le cas de propriétaires italiens en Tunisie expulsés avant le mois de novembre 1945.

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'il est toujours loisible au Gouvernement italien de saisir le Gouvernement français de demandes tendant au retrait de tel ou tel arrêté d'expulsion. Le Gouvernement français examinera de telles demandes à la lumière des justifications qui seront présentées ».

En Vous remerciant de cette aimable communication, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance l'accord de mon Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, les assurances de ma haute considération.

PIETRO QUARONI

Monsieur COUVE DE MURVILLE
Directeur Général des Affaires Politiques
Ministère des Affaires Etrangères - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 29 novembre 1947

Monsieur l'Ambassadeur,

Etant donné que les actions de la Société la « Dalmatienne » ayant appartenu à l'Italie ou à des ressortissants italiens avant le 10 juin 1940, seront restituées aux ayants droits d'après les dispositions de l'article 1er de l'accord signé le 29 novembre 1947 d'une part, et que, par application de l'article 1er *a*) du même accord d'autre part, les intérêts français dans la même société ont été rétablis dans la situation dans laquelle ils se trouvaient à la même date, j'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement français attache beaucoup d'intérêt à la collaboration franco-italienne dans la « Dalmatienne » et qu'il se réserve par conséquent de définir avec le Gouvernement italien les conditions de cette collaboration, en prenant tout accord nécessaire pour la sauvegarde des intérêts italiens.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

ANDRÉ MARIE

Son Excellence
Monsieur QUARONI
Ambassadeur d'Italie - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 29 novembre 1947

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Etant donné que les actions de la Société la « Dalmatienne » ayant appartenu à l'Italie ou à des ressortissants italiens avant le 10 juin 1940, seront restituées aux ayants droits d'après les dispositions de l'article 1er de l'accord signé le 29 novembre 1947 d'une part, et que, par application de l'article 1er *a*) du même accord d'autre part, les intérêts français dans la même société ont été rétablis dans la situation dans laquelle ils se trouvaient à la même date, j'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement français attache beaucoup d'intérêt à la collaboration franco-italienne dans la « Dalmatienne » et qu'il se réserve par consé-

quent de définir avec le Gouvernement italien les conditions de cette collaboration, en prenant tout accord nécessaire pour la sauvegarde des intérêts italiens ».

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de cette lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

PIETRO QUARONI

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères - PARIS

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 19 ottobre 1947, n. 1647.

Riconoscimento della personalità giuridica della Fondazione di culto Nostra Signora della Purificazione, con sede in Villetta di Savona.

N. 1647. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 19 ottobre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Fondazione di culto Nostra Signora della Purificazione, con sede in Villetta di Savona, ne viene approvato il relativo statuto e la Fondazione stessa viene autorizzata ad accettare donazione ed eredità, disposte a favore di essa.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1948

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 26 ottobre 1947, n. 1648.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Maria SS.ma di Porto Salvo, nel comune di Capo d'Orlando (Messina).

N. 1648. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 26 ottobre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Patti in data 2 febbraio 1938, relativo all'erezione della parrocchia di Maria SS.ma di Porto Salvo, nel comune di Capo d'Orlando (Messina).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 febbraio 1948

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 16 dicembre 1947, n. 1649.

Integrazione della tabella allegata al decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, concernente il riordinamento della rete delle Rappresentanze diplomatiche e degli Uffici consolari di 1ª categoria.

N. 1649. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 16 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, la tabella allegata al decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, numero 266, viene integrata come segue:

TUNISIA: *Consolato generale* - Tunisi.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 30 dicembre 1947, n. 1650.

Autorizzazione all'Istituto dei ciechi « I. Florio F. ed A. Salamone » di Palermo ad accettare un legato.

N. 1650. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 30 dicembre 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Istituto dei ciechi « I. Florio F. ed A. Salamone » di Palermo viene autorizzato ad accettare un legato consistente in tre canoni sopra acqua in contrada Villagrazia (Palermo) per un importo complessivo di annue L. 392,04 disposto in suo favore dalla defunta signorina Maria Dalia fu Giuseppe.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 febbraio 1948

DECRETO LEGISLATIVO 5 gennaio 1948, n. 38.

Trasferimento di segretari di ruolo delle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana nel ruolo nazionale dei segretari comunali.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per l'interno, di concerto col Ministro *ad interim* per l'Africa Italiana e col Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 6 dicembre 1947:

Art. 1.

I segretari di ruolo delle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana che siano stati trattenuti in Italia a causa dello stato di guerra o che, per gli eventi bellici, successivamente all'11 giugno 1940 siano rientrati in Italia o che prestavano servizio presso Amministrazioni municipali dell'Africa italiana, le quali, alla data di entrata in vigore del presente decreto, siano state soppresse per causa di guerra possono, a domanda, essere trasferiti nel ruolo nazionale dei segretari comunali, purchè in possesso del diploma di abilitazione alle funzioni di segretario comunale o del titolo previsto al terzo paragrafo, secondo comma, dell'art. 174 della legge 27 giugno 1942, n. 851.

Art. 2.

La domanda di cui all'articolo precedente va presentata, a pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dalla data dell'entrata in vigore del presente decreto, al Ministero dell'Africa Italiana, che la trasmetterà al Ministero dell'interno istruita e corredata di rapporto informativo e del proprio giudizio sul servizio prestato dal richiedente.

Per il personale disperso o che trovasi comunque fuori del territorio metropolitano, il termine di cui al comma precedente è elevato a novanta giorni a decorrere dalla data del relativo rimpatrio.

Il Ministro per l'interno, sentito il Consiglio di amministrazione previsto all'art. 197 della legge 27 giugno 1942, n. 851, decide sulle domande con decreto impugnabile solo per motivi di legittimità.

Art. 3.

I segretari delle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana che vengono trasferiti nel ruolo nazionale dei segretari comunali, conservano l'anzianità complessivamente maturata e sono inquadrati nei gradi risultanti dalla tabella *A* allegata alla legge 27 giugno 1942, n. 851, equivalenti a quelli da loro rivestiti nelle Amministrazioni di provenienza.

Il Ministro per l'interno, sentito il Consiglio di amministrazione, può tuttavia disporne l'inquadramento nel grado immediatamente inferiore a quello rivestito presso le Amministrazioni di provenienza, in relazione alle vacanze risultanti nei vari gradi del ruolo nazionale, tenuto conto dei titoli di studio e di merito, nonchè dell'anzianità complessiva di servizio e di quella di grado di ciascun richiedente. In tal caso gli interessati possono rinunciare al trasferimento.

Art. 4.

I segretari delle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana inquadrati nel ruolo nazionale dei segretari comunali prendono provvisoriamente posto dopo l'ultimo pari grado, salva la determinazione del posto definitivo in base al computo dell'anzianità, a' termini dell'art. 180 della legge 27 giugno 1942, n. 851.

Art. 5.

I segretari comunali suddetti possono in qualunque momento essere assegnati dal Ministero dell'Africa Italiana, in relazione all'assetto definitivo che sarà dato ai territori dell'Africa italiana, alle rispettive Amministrazioni di provenienza o ad altre Amministrazioni municipali di equivalente categoria. In tal caso essi cessano di appartenere al ruolo nazionale.

In caso di assegnazione alle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana, essi conservano il grado ricoperto prima del trasferimento nel ruolo nazionale, salvi i maggiori benefici conseguiti per il servizio prestato presso le Amministrazioni comunali del ruolo nazionale.

Art. 6.

Salvo l'esercizio della facoltà conferita dal precedente articolo al Ministero dell'Africa Italiana, i segretari trasferiti nel ruolo nazionale per effetto del presente decreto hanno facoltà di optare, entro sei mesi dall'assetto definitivo che sarà dato ai territori dell'Africa italiana, fra la sede nella quale prestino servizio in Italia e l'ultima della quale essi erano titolari nei territori dell'Africa italiana. L'opzione è irrevocabile.

Art. 7.

Col passaggio nel ruolo nazionale dei segretari comunali lo stato giuridico del personale di cui all'art. 3 è determinato e regolato dalla legge 27 giugno 1942, numero 851, e successive modificazioni ed aggiunte.

Il personale predetto ha facoltà di riscattare, ai fini del trattamento di quiescenza, il servizio prestato alle dipendenze delle Amministrazioni municipali di provenienza e, successivamente alla cessazione da tale servizio per fatti di guerra, alle dipendenze dell'Amministrazione dell'Africa italiana o di enti da essa dipendenti o di altre Amministrazioni presso le quali sia stato eventualmente comandato in applicazione della legge 16 settembre 1940, n. 1450.

Art. 8.

I segretari di ruolo delle Amministrazioni municipali dell'Africa italiana, i quali non vengano trasferiti, in applicazione del presente decreto, nel ruolo nazionale dei segretari comunali o che rinuncino al trasferimento ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 3, conservano immutato lo stato giuridico acquisito presso le Amministrazioni di provenienza.

Il presente decreto entra in vigore nel giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 5 gennaio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SCELBA — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 febbraio 1948
Atti del Governo, registro n. 17, foglio n. 53. — FRASCA

DECRETO MINISTERIALE 10 gennaio 1948.

Provvedimenti a favore degli esattori delle imposte dirette per le maggiori spese di riscossione per gli anni 1947 e 1948.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 18 giugno 1945, n. 424, concernente provvedimenti in materia di riscossione di imposte dirette;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 689, concernente provvedimenti a favore degli esattori delle imposte dirette dei territori liberati dopo il 28 febbraio 1945;

Visto il decreto interministeriale 5 febbraio 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 28 febbraio 1946, n. 50, concernente l'addizionale d'aggio da applicare per il 1946;

Visto il decreto interministeriale 11 aprile 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 12 settembre 1946, n. 206, concernente l'integrazione agli esattori delle imposte dirette per il 1946, delle maggiori spese di gestione;

Visto il regio decreto legislativo 2 giugno 1946, numero 587, concernente norme per l'integrazione d'aggio a favore degli esattori e dei ricevitori delle imposte dirette;

Visto il decreto Ministeriale 4 febbraio 1947, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 15 marzo 1947, n. 62, concernente l'addizionale d'aggio da applicare per il

1947 e l'integrazione agli esattori delle imposte dirette per il 1947 delle maggiori spese di gestione;

Ritenuta la necessità di modificare la misura dell'integrazione concessa a favore degli esattori delle imposte dirette per il 1947 e di adottare analoghi provvedimenti per il 1948, permanendo le condizioni che determinarono l'adozione di norme speciali per coprire le maggiori spese di riscossione delle esattorie per gli anni precedenti,

Visto l'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 18 giugno 1945, n. 424, prima citato;

Decreta:

Art. 1.

Le percentuali d'integrazione d'aggio per l'anno 1947 stabilite a favore degli esattori delle imposte dirette dal 1° comma dell'art. 2 del decreto Ministeriale 4 febbraio 1947, sono maggiorate del 75 per cento.

Per le esattorie che al 31 dicembre 1945 non avevano alcun dipendente fisso, la maggiorazione si applica sulla percentuale prevista dal citato decreto Ministeriale 4 febbraio 1947 ridotta di 200 punti.

Per le esattorie che alla stessa data avevano almeno 850 dipendenti iscritti alla Cassa di previdenza degli esattoriali e alla invalidità e vecchiaia, la misura della percentuale maggiorata del 75 per cento a norma del 1° comma è aumentata di 100 punti.

Art. 2.

Per l'anno 1948 le stesse percentuali stabilite dall'articolo 2 del decreto Ministeriale 4 febbraio 1947, saranno modificate tenendo conto della media delle variazioni che possono verificarsi durante l'anno 1948 nelle retribuzioni del personale esattoriale esclusivamente per effetto della scala mobile, ai sensi dell'accordo 21 novembre 1946 intercorso tra le rappresentanze degli esattori e degli esattoriali, da determinarsi con successivo decreto Ministeriale.

Art. 3.

Gli esattori i quali dimostrino che con le percentuali stabilite ai sensi degli articoli 1 e 2 non riescono a coprire le spese di gestione, possono chiedere che la liquidazione dell'integrazione d'aggio abbia luogo in base a presentazione di rendiconto, oltre i limiti fissati per ciascun scaglione.

Art. 4.

Per le esattorie collocate per asta o d'ufficio agli effetti del quinquennio 1948-1952 gli esattori che non riescono a compensare le spese di gestione, possono chiedere soltanto un'integrazione su rendiconto, limitatamente ai maggiori oneri che dal 1° gennaio 1948 si siano verificati rispetto a quelli del 1947.

Art. 5.

La concessione dell'integrazione d'aggio per il 1948 senza rendiconto è autorizzata con decreto dell'Intendente di finanza competente per territorio.

La concessione dell'integrazione d'aggio in base a rendiconto è autorizzata con decreto del Ministro per le finanze, sentita la Commissione di cui agli articoli 5 e 6 del regio decreto legislativo 2 giugno 1946, n. 587.

Le relative domande, sotto pena di decadenza, dovranno pervenire all'Intendenza di finanza competente per territorio entro il 31 marzo 1949, corredata da un prospetto dal quale risulti:

a) il carico del 1948 soggetto ad aggio e l'aggio relativo;

b) le riscossioni effettuate nell'anno 1948 e il relativo aggio contrattuale conseguito;

c) l'ammontare dell'addizionale riscossa nello stesso anno.

Nel caso di integrazione in base a rendiconto, oltre i prospetti di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), a ciascuna domanda deve essere allegato anche un particolareggiato conto economico nel quale vanno portati in attivo gli introiti realizzati nell'anno per aggio, indennità di mora, compensi per atti esecutivi e per qualunque altro titolo.

I rendiconti prodotti ai sensi dell'art. 4 del presente decreto debbono contenere, tra le spese di gestione, l'indicazione distinta di quelle relative ai maggiori oneri sopravvenuti nel 1948.

Il trattamento economico del personale esattoriale, agli effetti del rendiconto, non può essere più favorevole di quello goduto dal personale bancario, salvo i riflessi degli assegni *ad personam* attualmente attribuiti.

Non saranno considerate tempestive le domande presentate entro il 31 marzo 1949 che non siano corredate della necessaria documentazione. Tale disposizione è applicabile anche alle domande da produrre entro il 31 marzo 1948 per l'integrazione dell'anno 1947.

Art. 6.

Il Ministro per le finanze, su parere delle Intendenze di finanza e delle Amministrazioni provinciali, potrà concedere ai ricevitori provinciali, caso per caso, per l'anno 1948, un compenso per i maggiori oneri di gestione inerenti al servizio della ricevitoria provinciale, in base a rendiconto, con le norme stabilite dall'art. 5 del regio decreto legislativo 2 giugno 1946, n. 587.

Le domande, dirette al Ministero delle finanze, dovranno pervenire complete di documentazione, sotto pena di decadenza, entro il 31 marzo 1949 alle Intendenze di finanza competenti per territorio.

Art. 7.

Per far fronte agli oneri derivanti dall'applicazione dell'integrazione d'aggio prevista per il 1948, l'addizionale d'aggio istituita con l'art. 5 del decreto legislativo luogotenenziale 18 giugno 1945, n. 424, è estesa all'anno 1948 nella misura del 100 % dell'aggio contrattuale e di regola viene conglobata a detto aggio od a quello eventualmente inferiore per disposizione di legge speciale o di contratto speciale ed è iscritta nei ruoli principali e suppletivi di prima serie 1948 e nelle prime tre rate scadenti nello stesso anno dei ruoli suppletivi di seconda serie.

Art. 8.

L'aliquota complessiva per aggio ed addizionale è calcolata senza arrotondamento e non può superare il limite del 12 per cento.

L'addizionale nella misura come sopra fissata è dovuta anche per le tre ultime rate dei ruoli suppletivi di 2ª serie 1947 e per tutte le bollette rilasciate nel 1948,

relative a pagamenti di carichi rimasti insoluti negli anni precedenti, esclusi quelli per i quali l'addizionale sia stata tariffata sui ruoli.

Art. 9.

Gli esattori delle imposte dirette sono autorizzati a trattenere provvisoriamente a titolo di acconto, sulla integrazione loro spettante, l'addizionale prevista dalle presenti disposizioni.

Tali somme saranno detratte da quelle che risultano dovute agli esattori, e qualora vi sia eccedenza questa dovrà essere versata alla Tesoreria provinciale contemporaneamente alla presentazione della domanda di integrazione dalla quale l'eccedenza risulti, o entro quindici giorni dalla notifica del provvedimento di liquidazione del compenso di cui all'art. 5, con imputazione ad apposito capitolo d'entrata. In caso di ritardo sarà applicata l'indennità di mora nella misura del 6 per cento e l'Amministrazione potrà procedere sulla cauzione per il ricupero del credito.

Ove l'esattore per qualsiasi causa ometta di presentare la domanda di compenso è tenuto a versare in Tesoreria l'intero importo dell'addizionale riscossa, oltre l'indennità di mora sull'addizionale stessa e ciò non oltre il 15 aprile 1949, salvo l'azione prevista nel precedente comma.

Gli esattori di cui al precedente art. 4 potranno trattenere solo il 30 per cento della addizionale riscossa e verseranno il 70 per cento entro il giorno 10 del mese successivo alla scadenza di ciascuna rata, presso la Tesoreria provinciale, sul competente capitolo di entrata.

La quietanza del versamento deve essere presentata entro cinque giorni all'Intendenza di finanza competente per territorio. In caso di mancato o ritardato versamento sono applicabili le sanzioni di cui ai comma precedenti.

Art. 10.

Gli esattori che per il 1948 intendono avvalersi della facoltà di chiedere l'integrazione in base a rendiconto, devono far pervenire apposita dichiarazione all'Intendenza di finanza entro il perentorio termine del 30 giugno 1948.

In mancanza di tale dichiarazione essi potranno soltanto usufruire dell'integrazione fissa, fermo restando l'obbligo di presentare la documentata domanda di integrazione d'aggio nel termine previsto dall'art. 5 del presente decreto.

Art. 11.

Sono estese all'anno 1948 le norme portate dagli articoli 8, 9, 10 e 12 del decreto Ministeriale 4 febbraio 1947.

Roma, addì 10 gennaio 1948

Il Ministro per le finanze
PELLA

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1948
Registro Finanze n. 2, foglio n. 24. — LESEN

(655)

DECRETO MINISTERIALE 19 gennaio 1948.

Caratteristiche dei buoni del Tesoro ordinari al portatore per l'esercizio 1947-48.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 14 agosto 1947, n. 273582, con il quale è stata autorizzata l'emissione dal 1° luglio al 30 settembre 1947 dei buoni del Tesoro ordinari al portatore e nominativi con scadenza da uno a dodici mesi;

Visto il decreto Ministeriale 25 settembre 1947, numero 274212, con il quale è stata autorizzata l'emissione dei buoni ordinari del Tesoro al portatore e nominativi per il periodo dal 1° ottobre 1947 al 31 dicembre 1947;

Considerata la necessità di utilizzare la scorta di carta filigranata di cui fu predisposta la fabbricazione con le caratteristiche degli esercizi precedenti;

Determina:

Art. 1.

I buoni del Tesoro ordinari al portatore per l'esercizio 1947-1948 nei tagli da L. 500, 1000, 2000, 5000, 10.000, 50.000, 100.000, 500.000, 10.000.000 e distinti in serie corrispondenti alle lettere *A, B, C, D, E, F, G, H, I,* sono del formato carta rettangolare e composti di una matrice a sinistra, del corpo del buono al centro e di una contromatrice a destra.

Nell'interspazio tra la matrice, il buono e la contromatrice vi è una lista di separazione. Matrice, buono, contromatrice e lista di separazione portano un fondino limitato.

I buoni sono stati stampati: le serie *A, B, C, D,* su carta filigranata bianca; la serie *E,* su carta filigranata azzurrina (stampa litografica del fondo, della cornice e delle leggende, tipografica della firma e della numerazione); le serie *F, G, H, I,* su carta filigranata azzurrina (stampa calcografica del fondo, della cornice e delle leggende, tipografica della firma e della numerazione).

La carta bianca e quella azzurrina portano una filigrana a chiaro-scuro formata da una cornice con motivi simmetrici ondulati che racchiude in alto, la leggenda « Regno d'Italia »; al centro, la carta bianca e quella azzurrina su cui sono stati stampati i buoni di serie *E* portano la leggenda « Ministero del Tesoro »; la carta azzurrina su cui sono stampati i buoni di serie *F, G, H, I,* porta la leggenda « Ministero delle Finanze »; in basso, al centro, in un rettangolo ad angoli smussati un'effige raffigurante l'Italia turrita contornata da motivi ornamentali.

Il fondino, nel corpo del buono, è composto da tabelline con leggenda capillare « Buono Tesoro » alternata da uno stemma ed è interrotto: ai lati, da motivi bianco linea per i buoni delle serie *A, B, C, D, E,* da motivi a linea nera per quelli delle serie *F, G, H, I;* in alto, da un cartoccio ondulato con la leggenda « Ministero del Tesoro »; in basso, al centro, in corrispondenza dell'effige dell'Italia turrita, da uno spazio ovale a tratteggio ondulato orizzontale racchiuso in una cornicetta formata da mezzi ovoli chiusa ai lati da foglie di alloro e di quercia; al centro, a sinistra da uno spazio circolare con tratteggio ondulato orizzontale che porta impresso il bollo a secco con l'effige dell'Italia turrita e leggenda circolare « Repubblica Italiana », a destra

da un identico spazio circolare per il timbro dell'Ufficio emittente.

I buoni portano una cornice, formata da motivi di linea bianca che racchiudono una fascia ondulata con motivi di canicorrenti.

Entro la cornice del buono sono racchiuse le leggende: « Repubblica Italiana Esercizio 1947-1948 Buono del Tesoro al portatore » il capitale in lettere la serie la numerazione - l'indicazione dei mesi per i quali viene rilasciato il buono la Tesoreria che pagherà la somma il capitale in cifre e in lettere la data di scadenza; a sinistra: la località dove è stato rilasciato il buono la data del rilascio e quella della valuta - « Il Controllore o il Capo della Sezione di Tesoreria » la numerazione; a destra, « Il Direttore Generale del Tesoro (Bolaffi) » la somma versata il saggio il numero della quietanza la firma de « Il Tesoriere o il Cassiere di Tesoreria » - la serie ripetuta e « Roma, 1° luglio 1947 ».

La matrice, a sinistra del buono, porta, su fondino a motivi alternati, identico a quello della parte centrale del buono le leggende: « Matrice Buono del Tesoro al portatore Esercizio 1947-1948 » numerazione serie il capitale in lettere le indicazioni della Tesoreria presso la quale il capitale è stato versato le date di versamento, della valuta e della scadenza la Sezione di Tesoreria presso la quale sarà pagato il capitale.

La contromatrice, a destra del buono, porta, su fondino a motivi alternati, già descritto, le leggende: « Contromatrice Buono del Tesoro al portatore Esercizio 1947-1948 » la numerazione la serie il capitale in lettere le indicazioni della Tesoreria presso la quale il capitale è stato versato le date di versamento, della valuta e della scadenza la Sezione di Tesoreria presso la quale il capitale sarà pagato la somma effettivamente versata l'ammontare degli interessi scontati al saggio stabilito la somma da pagare in cifra.

Le serie *A, B, C, D, E,* portano in basso, a sinistra della matrice e contromatrice, la leggenda in carattere bastone capillare: « Istituto Poligrafico dello Stato Officina Carte-Valori »; fuori della cornice del buono, in basso, a sinistra è posta l'identica leggenda.

A destra della matrice e a sinistra della contromatrice vi è una lista identica di separazione con leggenda in carattere corsivo maiuscolo « Direzione Generale del Tesoro » stampata su fondino a motivi alternati già descritto.

Tutti i buoni sono stampati in colore verde.

Per tutte le serie, le firme e la numerazione sono stampate in colore nero.

Art. 2.

I buoni del Tesoro ordinari nominativi per l'esercizio 1947-1948 nei tagli da L. 500, 1000, 2000, 5000, 10.000, 50.000, 100.000, 500.000, 10.000.000 distinti in serie corrispondenti alle lettere *A, B, C, D, E, F, G, H, I,* sono del formato carta rettangolare e composti di una matrice a sinistra, del corpo del buono al centro, e di una contromatrice a destra. Nell'interspazio tra la matrice, il buono e la contromatrice vi è una lista di separazione. Matrice, buono, contromatrice e liste di separazione portano un fondino limitato.

I buoni sono stampati: le quattro serie *A, B, C, D,* su carta filigranata bianca (stampa litografica del fondo, della cornice e delle leggende; stampa tipografica della numerazione); le cinque serie *E, F, G, H, I,* su carta filigranata azzurrina (stampa litografica del fondo, della cornice e delle leggende, stampa tipografica della numerazione).

La carta bianca e quella azzurrina portano una filigrana a chiaro-scuro formata da una cornice con motivi simmetrici ondulati che racchiude in alto, la leggenda « Regno d'Italia »; al centro, la leggenda « Ministero del Tesoro » ed in basso, al centro, in un rettangolo ad angoli smussati, un'effige raffigurante l'Italia turrita, contornata da motivi ornamentali.

Il fondino, nel corpo del buono, è composto da tabelline con leggenda capillare « Buono Tesoro » alternate da uno stemma ed è interrotto: nella parte in alto del buono, da un cartoccio ondulato con leggenda « Ministero del Tesoro »; in basso, al centro, in corrispondenza dell'effige dell'Italia turrita, da uno spazio ovale a tratteggio ondulato orizzontale racchiuso in una cornicetta formata da mezzi ovoli chiusa ai lati da foglie di alloro e di quercia; ai lati, da motivi di bianco linea; al centro, a sinistra, da uno spazio circolare con tratteggio ondulato orizzontale che porta impresso il bollo a secco con l'effige dell'Italia turrita e leggenda circolare « Repubblica Italiana ».

I buoni portano una cornice formata da motivi di linea bianca che racchiudono una fascia ondulata con motivi di canicorrenti.

Entro la cornice del buono sono racchiuse le leggende: « Repubblica Italiana Buono del Tesoro nominativo » capitale in lettere - l'indicazione dei mesi per i quali viene rilasciato il buono la Tesoreria che pagherà la somma il capitale in cifre e in lettere all'ordine di chi sarà pagato - la data di pagamento; a sinistra: in alto, il numero della quietanza - l'indicazione della Tesoreria in cui viene effettuato il versamento le date di acquisto e della valuta - la serie; in basso, « Roma » e la data di emissione; a destra, in alto, « Esercizio 1947-1948 » e la numerazione; in basso, « Il Direttore Generale del Tesoro ».

La matrice, a sinistra del buono, porta sul fondino a motivi alternati, identico a quello della parte centrale del buono, le leggende: « Matrice - Buono del Tesoro nominativo Esercizio 1947-1948 » - numerazione - serie - capitale in lettere - le indicazioni della Tesoreria presso la quale il capitale è stato versato - le date di versamento e della valuta la Tesoreria presso la quale sarà pagato il capitale - all'ordine di chi sarà pagato il buono la data di pagamento - « Roma » - la data di emissione.

La contromatrice, a destra del buono, porta su un fondino a motivi alternati già descritto, le leggende: « Contromatrice - Buono del Tesoro nominativo Esercizio 1947-1948 » - la numerazione - la serie - il capitale in lettere - le indicazioni: della somma effettivamente versata presso la Tesoreria - della data di versamento dell'ammontare degli interessi scontati al saggio stabilito - della somma in cifre della valuta - della Tesoreria presso la quale il buono è pagabile all'ordine di chi sarà pagato - la data di pagamento - « Roma » - la data di emissione.

In basso, a sinistra della matrice e contromatrice è posta la leggenda in carattere bastone capillare: « Istituto Poligrafico dello Stato - Officina Carte-Valori »; fuori della cornice del buono, in basso, a sinistra, è posta identica leggenda.

A destra della matrice ed a sinistra della contromatrice vi è un'identica lista di separazione con la leggenda in carattere corsivo maiuscolo « Direzione Generale del Tesoro » stampata su fondino a motivi alternati già descritto.

Tutti i buoni sono stampati in colore verde.

Per tutte le serie la numerazione è stampata in colore nero.

Art. 3.

I modelli dei buoni al portatore e nominativi delle serie di cui agli articoli che precedono, muniti del visto di approvazione, sono allegati al presente decreto e ne formano parte integrante.

Il presente decreto sarà sottoposto alla registrazione della Corte dei conti.

Roma, addì 19 gennaio 1948

Il Ministro: DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 gennaio 1948
Registro Tesoro n. 1, *foglio n.* 360. — GRIMALDI

(656)

DECRETO MINISTERIALE 27 gennaio 1948.

Sostituzione del presidente effettivo della Commissione arbitrale centrale per le assicurazioni sociali.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 26 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3184; 104 del relativo regolamento di attuazione approvato con regio decreto 28 agosto 1924, numero 1422, e 140 del regio decreto-legge 4 ottobre 1935, n. 1827, convertito in legge con legge 6 aprile 1936, numero 1155;

Visto l'art. 230 delle disposizioni di attuazione del Codice di procedura civile;

Visto il decreto interministeriale 14 maggio 1945, concernente la ricostituzione della Commissione arbitrale centrale per le assicurazioni sociali, modificato con decreto interministeriale 30 ottobre 1945;

Ritenuta la necessità di sostituire il dott. Ferrante Ferranti, presidente effettivo della detta Commissione, promosso al grado superiore in data 3 luglio 1947;

Vista la designazione del Ministro per la grazia e giustizia, comunicata con foglio 27 ottobre 1947, numero 1848 g/12754;

Decreta:

In sostituzione del dott. Ferrante Ferranti, promosso al grado superiore, è nominato presidente effettivo della Commissione arbitrale centrale per le assicurazioni sociali, con effetto dal 3 luglio 1947, il consigliere di Cassazione dott. Ignazio Messina.

Roma, addì 27 gennaio 1948

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

p. *Il Ministro per il tesoro*
PETRILLI

(666)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Riassunto del provvedimento n. 48 del 4 febbraio 1948 riguardante il prezzo del solfato di rame e dell'ossicloruro di rame.

Il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 48 del 4 febbraio 1948, ha stabilito come segue i prezzi del solfato di rame e dell'ossicloruro di rame per la campagna 1947-48.

1. — *Solfato di rame, titolo* 98/99 %. — Il prezzo di vendita dal produttore è stabilito in L. 12.000 al q.le per qualsiasi quantitativo impegnato per la corrente campagna 1947-48.

Di conseguenza è abolita la scala prezzi di cui alla precedente circolare prezzi n. 100 del 21 marzo 1947.

Ossicloruro di rame, titolo 17 %. — Il prezzo di vendita dal produttore per la corrente campagna è fissata in L. 10.600 al q.le per qualsiasi quantitativo.

I suddetti prezzi s'intendono per merce insaccata, peso lordo per netto, resa su mezzo di trasporto franco fabbrica, escluso imballaggio.

Il compratore ha facoltà di fornire sacchi propri.

2. — I prezzi massimi di vendita al consumo saranno stabiliti dai Comitati provinciali dei prezzi prendendo per base i prezzi dal produttore come sopra determinati ed applicando le norme stabilite con la circolare prezzi n. 100 già citata che appresso si riportano.

Ai suddetti prezzi saranno quindi aggiunti i seguenti elementi:

imballaggio al costo, se non fornito dall'acquirente;
imposta generale sull'entrata;
calo, nella misura dell' 1 %;
spese effettive di trasporto;
compenso di distribuzione in ragione di: L. 1,50 al kg. per il grossista; L. 4,50 al kg. per il dettagliante, come cifra massima non superabile neanche nella vendita di modesti quantitativi.

(657)

Riassunto del provvedimento n. 50 del 4 febbraio 1948 riguardante il sovraprezzo termoelettrico

A parziale modifica delle norme emanate con la circolare prezzi del Ministero dell'industria e commercio n. 141 del 13 dicembre 1947, il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 50 del 4 febbraio 1948, ha stabilito quanto appresso.

Il punto *f*) dell'art. 5 del citato provvedimento è sostituito dai seguenti:

« *f*) i processi industriali elettrochimici, nei quali la trasformazione chimica avviene sia direttamente per l'azione dell'energia elettrica, sia sotto l'azione di altra forma di energia ottenuta dall'energia elettrica;

g) i processi industriali elettrometallurgici per l'estrazione dei metalli dai loro minerali e per la produzione di ghisa, ferroleghe e acciaio al forno elettrico ».

Le esenzioni di cui sopra hanno effetto a partire dal 1° dicembre 1947.

(642)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del commissario straordinario dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici in data 4 febbraio 1948, il sig. Sturiale ing. Santi è nominato commissario straordinario dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina.

(663)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati d'iscrizione di rendite

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 5.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536, e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. Naz. 4,50 %	11777	Istituto educativo di S. Sebastiano, Panicale (Perugia) .	22,50
P. Naz. 5 %	29234	Come sopra . . .	80 —
P. R. 3,50 % (1934)	78978	Bevilacqua Teresina di Emilio, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Nicastro (Catanzaro)	700 —
Id.	197527	Bevilacqua Teresina fu Emilio, minore sotto la patria potestà della madre Morelli Concetta fu Ferdinando, vedova di Bevilacqua Emilio, dom. in Nicastro (Catanzaro)	1.050 —
Id.	296307 (nuda proprietà)	Prato Renato di Arnaldo, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Perugia, con usufrutto a Prato Arnaldo di Giovanni . .	700 —
Id.	474425 (c. s.)	Come sopra	700 —
Id.	436942	Francia Russo fu Enrico, dom. a Fivizzano (Massa Carrara), ipotecata	35 —
Id.	521875 (nuda proprietà)	Widmer Adele fu Federico ved. Lucchini, dom. a Milano, con usufrutto a Oldani Angelo-Giovanni fu Luigi, dom. a Milano	1.050 —
Id.	356602	De Paula Almerinda di Eduardo moglie di De Rosatis Mario fu Francescantonio, dom. a Morra Irpino (Avellino), vincolata	2.100 —
Id.	506571	Della Torre Gian Giacomo fu Ernesto, minore sotto la patria potestà della madre Piccinelli Giuditta vedova Della Torre, dom. a Trescore Balucario (Bergamo)	210 —
Rendita 5 % (1935)	31709	Come sopra	1.535 —
Id.	172139	Origo Emilio Gianfranco fu Giovanni, minore sotto la patria potestà della madre Podestà Guglielmina fu Felicce vedova Origo, dom. a Genova . .	1.605 —
Id.	172141	Come sopra .	980 —
Rendita 5 %	176335	De Longis Fulvio Ugo fu Ugo, minore sotto la patria potestà della madre Parisella Rosa	70 —
Cons. 3,50 % (1906)	773604 (nuda proprietà)	Figli nascituri di Berlingieri Roberto fu Federico, domiciliato in Napoli, con usufrutto a Berlingieri Roberto . .	3.360 —
P. R. ,50 % (1934)	35237 (c. s.)	Come sopra	3.318 —
Id.	251708	Fondazione Associazione nazionale artiglieria da montagna, Sezione di Torino	350 —
Rendita 5 %	145570	Fondazione Artiglieri alpini del gruppo Susa caduti per la conquista dell'Impero .	450 —
Cons. 3,50 % (1906)	189780	Cappella della Madonna della Misericordia, in Pacentro . .	122,50
Id.	524161	Opera pia Monte di pietà, in Pacentro	122,50
Id.	665196	Come sopra	105 —
Id.	712094	Come sopra	70 —
Id.	405839	Congregazione di carità di Pacentro	1.575 —
Id.	123435	Cappella della Madonna delle Grazie, in Pacentro . . .	45,50

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	49670	Monte dei pegni sotto il titolo di San Leopardo e San Giuseppe del comune di Pacentro	217 —
Id.	283049	Asilo d'infanzia del comune di Pacentro	3,50
Id.	130784	Cappella del 3° Ordine, in Pacentro	14 —
P. R. 3,50 % (1934	3392	Opera pia Madonna della Misericordia, in Pacentro	38,50
Id.	3391	Opera pia Terz'Ordine, Pacentro	17,50
Cons. 3,50 % (1902)	13744	Opera pia Madonna della Misericordia, in Pacentro	70 —
Id.	13745	O. P. Monte dei pegni, in Pacentro	339,50
Id.	13746	O. P. San Marco Evangelista, in Pacentro	31,50
Id.	13747	O. P. Terz'Ordine, in Pacentro	21 —
Id.	18436	Come sopra	21 —
Id.	18437	Come sopra	28 —
Id.	18438	Opera pia Madonna della Misericordia, in Pacentro	17,50
Cons. 4,50 %	23897	Asilo infantile del comune di Pacentro	21 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 2 dicembre 1947 — *Il direttore generale*: De Liguoro

(5143)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Lacedonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1947

Con decreto interministeriale in data 11 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 13 gennaio 1948, registro n. 1 Interno, foglio n. 201, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Lacedonia (Avellino), di un mutuo di L. 580.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1947.

(554)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Mezzano (Alessandria)

I fondi già costituenti la bandita di caccia di Mezzano (Alessandria), della estensione di ettari 415, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1950-51.

Confini:

a nord, fiume Tanaro fino al congiungimento col canale Carlo Alberto;

ad est, fiume Bormida fino alla confluenza col fiume Tanaro;

a sud, tratto della strada statale compreso tra il campo sportivo ed il ponte Bormida;

ad ovest, vecchio canale Carlo Alberto fino alla confluenza col fiume Tanaro.

(660)

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Monterotondo Marittimo (Grosseto)

La zona di Monterotondo Marittimo (Grosseto), della estensione di ettari 482, delimitata dai confini sotto indicati, è costituita in zona di ripopolamento e cattura fino alla data di apertura dell'annata venatoria 1950-51.

Confini:

a nord, torrente Milia (argine sinistro), partendo dall'incrocio di questo con la strada vicinale per Serra Paganico, fino alla confluenza con il fosso del Castello;

ad est, argine sinistro del fosso del Castello fino all'incrocio con la strada vicinale Massa Marittima-Monterotondo; detta strada fino a raggiungere il termine di confine situato all'incrocio di questa strada con la strada vicinale dell'Uccelliera;

a sud, linea retta che divide le particelle 26 e 27, partendo dal termine suddetto, fino al termine situato sulla strada vicinale di Faldo dell'Uccellina (località Uccelliera); strada vicinale di Faldo dell'Uccellina, partendo dal termine di confine anzidetto, fino a raggiungere la località « Tre Termini » ove è situato il termine di confine che divide le particelle 13, 20 e 25; corso del fosso Niccolaino, sull'argine sinistro, fino alla sua confluenza con il torrente Ritorto; corso del torrente Ritorto, argine destro, fino all'incrocio con la mulattiera che conduce al podere Poggio S. Carlo, seguendo il corso del torrente che limita a sud-ovest la particella 24;

ad ovest, dal corso della suddetta mulattiera, seguendo il torrente che delimita a sud-ovest la particella 24 fino alla sua origine, e quindi linea retta che unisce il punto d'origine di questo torrentello col podere Poggio S. Carlo; dal corso della strada vicinale di Serra Paganico, partendo dal suddetto podere, fino a raggiungere il torrente senza nome a circa 200 metri ad ovest del podere Poggio S. Carlo; dal corso di questo torrente fino a raggiungere la strada vicinale torrente Milia-Serra Paganico; dal corso di detta strada fino all'incrocio con il torrente Milia.

(661)

CONCORSI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ENTE NAZIONALE DI PREVIDENZA ED ASSISTENZA PER I DIPENDENTI STATALI

Riapertura del termine per la presentazione delle domande, per i soli invalidi di guerra, a concorsi per esami nella carriera amministrativa dell'Ente nazionale di previdenza ed assistenza per i dipendenti statali.

Con delibera n. 1052 del 9 febbraio 1948, il termine per la presentazione delle domande per i concorsi per esami a quaranta posti di vice-segretario in prova nella carriera amministrativa (gruppo *A*), a trenta posti di vice-ragioniere in prova (gruppo *B*) e a cento posti di alunno in prova (gruppo *C*), pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 134 del 16 giugno 1947, scaduto il 15 agosto 1947, è riaperto, per i soli invalidi di guerra, sino al 15 marzo 1948.

Roma, addì 10 febbraio 1948

Il commissario: FERDINANDO CARBONE

(677)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Concorso per esami a sette posti di ispettore tecnico in prova (gruppo A) nel ruolo del personale tecnico di vigilanza dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, riservato ai reduci.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, concernente provvidenze a favore degli invalidi di guerra, e successive estensioni;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, recante provvedimenti a favore del personale ex combattente e successive estensioni;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, concernente provvedimenti a favore degli orfani di guerra;

Vista la legge 25 settembre 1940, n. 1458; il regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, ed il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, i quali estendono agli invalidi, agli orfani ed ai reduci della guerra 1940-1943, nonchè agli invalidi, ai reduci ed agli orfani dei caduti per la lotta di liberazione, le provvidenze già in vigore a riguardo degli invalidi, orfani ed ex combattenti delle altre guerre;

Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, recante provvidenze a favore dei chiamati alle armi durante il periodo della guerra 1940-1943;

Visti il regio decreto-legge 5 settembre 1938, n. 1514, il regio decreto 29 giugno 1939, n. 898, i quali disciplinano le ammissioni di personale femminile agli impieghi;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, relativo alla graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi;

Visto il regio decreto 5 maggio 1941, n. 370, concernente il riordinamento dei servizi e dei ruoli organici dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, riguardante il possesso dei requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle pubbliche Amministrazioni statali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10, che eleva i limiti di età per l'ammissione ai pubblici concorsi ad impieghi;

Visti il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, ed il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207, concernenti esenzione dal possesso del requisito del limite massimo di età per l'ammissione del personale statale non di ruolo ai pubblici concorsi, nonchè altre provvidenze a favore dello stesso personale;

Visto il decreto Ministeriale in data 16 dicembre 1946, numero 97340/203, registrato alla Corte dei conti il 24 febbraio 1947, al registro n. 4, foglio n. 58, con il quale, in applicazione dell'art. 2 del decreto legislativo 26 marzo 1946, n. 141, fu indetto un concorso per esami, riservato ai reduci, per la sola metà (sei) dei tredici posti all'uopo accantonati a termini di legge onde ricoprire altrettante vacanze nel ruolo di gruppo *A* (personale tecnico di vigilanza) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Ritenuta la necessità di indire altro concorso riservato per il conferimento della seconda metà (sette) dei posti come sopra accantonati;

Vista la lettera n. 76869/12106 in data 8 novembre 1946, con la quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri autorizzò il bando di taluni concorsi per ricoprire posti vacanti nei ruoli dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso, per esami a sette (7) posti di ispettore tecnico in prova nel ruolo di gruppo *A* (personale tecnico di vigilanza) dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Il detto concorso è riservato ai combattenti della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione, ai mutilati ed invalidi della guerra di liberazione, ai partigiani combattenti ed ai reduci dalla prigionia o dalla deportazione, nonchè a coloro i quali, per essersi trovati sotto le armi o comunque per ragioni dipendenti dallo stato di guerra, non abbiano potuto partecipare al concorso a tredici posti di ispettore tecnico in prova, indetto con decreto Ministeriale 25 febbraio 1942, numero 3024/203.

Coloro che, per essersi trovati nelle condizioni previste nella seconda parte del precedente capoverso, non abbiano potuto presentare domanda di ammissione al concorso originario, per partecipare al presente concorso debbono comprovare di essersi effettivamente trovati nelle dette condizioni e che alla data di scadenza dei termini utili per partecipare al concorso originario erano in possesso di tutti i requisiti necessari: requisiti che debbono ancora possedere, all'infuori di quello dell'età.

Al concorso non sono ammesse le donne e neppure coloro i quali abbiano partecipato senza conseguire l'idoneità, al concorso originario.

Art. 2.

Le domande d'ammissione al concorso debbono essere dirette al Ministero dei trasporti - Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione (Servizio affari generali e personale), e debbono pervenire al Ministero stesso, insieme ai documenti a corredo, non oltre il termine di 60 (sessanta) giorni decorrenti dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, salva la eccezione prevista a favore dei candidati che si trovino nelle condizioni indicate ai commi 3 e 4 del successivo art. 5.

La domanda deve essere scritta su carta bollata da L. 32 ed essere firmata dal candidato il quale è tenuto ad indicare, in essa, il proprio cognome ed il nome, la paternità, la data ed il luogo di nascita, nonchè il domicilio cui vanno indirizzate le occorrenti comunicazioni.

Art. 3.

Per aver titolo a partecipare al concorso, gli aspiranti debbono possedere il diploma di ingegnere e, se laureati posteriormente alla applicazione del regio decreto 31 dicembre 1923, n. 2909, anche il diploma comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione d'ingegnere, ovvero il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione suddetta a norma del regio decreto-legge 27 gennaio 1944, n. 51, e successive estensioni.

I candidati appartenenti ai territori annessi allo Stato italiano, con le leggi 26 settembre 1920, n. 1322, e 19 dicembre 1920, n. 1778, e che abbiano acquistato la cittadinanza italiana in virtù di quanto previsto dalla sezione VI, parte III, del Trattato di San Germano, dall'art. 7, n. 2, del Trattato di Ra-

pallo, dal regio decreto 30 dicembre 1922, n. 1890, e dal regio decreto-legge 29 gennaio 1922, n 43, possono essere ammessi al concorso se risulti che, alla data d'annessione dei detti territori, erano in possesso d'uno dei seguenti titoli:

1) ingegnere civile autorizzato;

2) attestato di secondo esame di Stato rilasciato da un politecnico della cessata monarchia austro-ungarica, o dell'esame di Stato della Scuola superiore di agronomia di Vienna, o delle scuole superiori montanistiche.

Non sono ammessi titoli equipollenti.

Art. 4.

A corredo della domanda debbono essere prodotti i seguenti documenti:

a) il diploma di laurea e quello di abilitazione all'esercizio della professione di cui all'articolo precedente, in originale od in copie autentiche notarili;

b) l'estratto dall'atto di nascita (in carta bollata da L. 40) comprovante che il candidato, alla data del presente decreto di bando ha compiuto il 18° anno di età e non oltrepassato il 35° anno di età.

Il limite massimo di età, come sopra indicato, è elevato di cinque anni per coloro che abbiano prestato servizio militare di guerra, oppure rivestano la qualifica di ex patrioti combattenti o di reduci dalla deportazione, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato od in qualità di militarizzati od assimilati, ad operazioni di guerra.

Il detto limite di età è elevato a 44 anni:

1) per i mutilati ed invalidi di guerra o della lotta di liberazione, a favore dei quali siano stati liquidati, o siano in corso di liquidazione, pensioni od assegni privilegiati di guerra, purchè rientrino nelle prime otto categorie di pensione.

Sono perciò esclusi, da tale beneficio, gli invalidi della 9ª e 10ª categoria ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e 10 della categoria 9ª e 3 e 6 della categoria 10ª della tabella allegata *A* del decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, e dalle voci nn. 4, 6. 7, 8. 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

2) per gli ex combattenti ed assimilati, i quali risultino decorati al valore militare e per coloro che abbiano conseguito promozione per merito di guerra.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se amnistiati.

Inoltre il limite massimo di età è aumentato:

di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

di un anno per ogni figlio vivente alla medesima data.

Tali aumenti sono cumulabili con quelli precedentemente indicati, purchè complessivamente non si superino i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non è computabile, agli effetti dei limiti di età il periodo di tempo indicato all'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25.

La condizione del limite massimo di età non è, però, richiesta agli aspiranti che siano impiegati di ruolo, in servizio dello Stato, nonchè agli impiegati statali non di ruolo i quali, alla data del presente decreto, abbiano compiuto cinque anni di lodevole servizio;

c) il certificato (in carta bollata da L. 24) di cittadinanza italiana.

Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non residenti nel territorio dello Stato e coloro per i quali tale equiparazione sia stata riconosciuta per decreto;

d) il certificato (su carta da bollo da L. 24) rilasciato dall'autorità competente, dal quale risulti che l'aspirante ha il pieno godimento dei diritti politici, ovvero, nel caso di insufficienza d'età, che egli non è incorso in alcuna delle sanzioni che comportano la perdita dei diritti politici;

e) il certificato (su carta da bollo da L. 24) di regolare condotta morale e civile da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove l'aspirante ha il suo domicilio o la sua abituale residenza da almeno un anno; e nel caso di permanenza minore, anche altro certificato da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove il candidato ha avuto la precedente residenza entro l'anno;

f) il certificato (su carta da bollo da L. 8) d'un medico provinciale o militare, o dell'ufficiale sanitario comunale, da cui risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica ed è esente da difetti ed imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio, nella qualità d'ispettore tecnico della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Gli aspiranti invalidi di guerra o per la lotta di liberazione nazionale debbono produrre un certificato da rilasciarsi dalla autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre i candidati a visita medica di controllo da parte dell'ufficio sanitario delle Ferrovie dello Stato, al fine di accertare se essi risultino fisicamente idonei al disimpegno delle mansioni proprie degli ingegneri dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione. Con la detta visita sarà da accertare, in particolare, la capacità visiva del concorrente, la quale deve concretarsi nel possesso del campo visivo e del senso cromatico normali, con un visus complessivo di dodici decimi (tavola di Snellen) dei quali almeno cinque per l'occhio che vede di meno, raggiungibile mediante correzioni di lenti sferiche o cilindriche di $-$ 7 D o $+$ 5 D. La differenza tra la rifrazione dei due occhi non deve risultare superiore alle tre diottrie.

Inoltre dovrà essere accertato se il concorrente percepisce la voce di conversazione ad otto metri di distanza da ciascun lato;

g) il certificato generale del casellario giudiziale (su carta da bollo da L. 60);

h) il documento comprovante l'adempimento degli obblighi militari, oppure il certificato di esito di leva o d'iscrizione nelle liste di leva.

Coloro che abbiano prestato servizio militare di guerra e i cittadini che abbiano partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato od in qualità di militarizzati od assimilati, ad operazioni di guerra, debbono produrre invece la copia o lo stralcio dello stato di servizio o del foglio matricolare con l'annotazione delle eventuali benemerenze di guerra, nonchè una dichiarazione integrativa dell'autorità militare da cui risulti esplicitamente, ai sensi delle vigenti disposizioni in materia, la partecipazione dell'interessato ad azioni di guerra.

Coloro che siano stati imbarcati su navi mercantili durante la guerra, debbono provare tale circostanza mediante esibizione di apposito documento delle autorità marittime competenti.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati, sono tenuti a provare tale loro qualità mediante il decreto di concessione della relativa pensione, oppure con il certificato mod. 69-*bis*, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra o con l'attestazione da parte della competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, da cui risultino altresì indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta, al candidato, la qualità d'invalido ai fini della di lui iscrizione nei ruoli provinciali (art. 3 della legge 21 agosto 1921, n 1312). Tale attestazione deve essere vidimata dalla sede centrale dell'opera nazionale invalidi di guerra.

Gli orfani dei caduti di guerra ed i figli degli invalidi di guerra, e rispettivi assimilati, debbono dimostrare la loro qualità, i primi, mediante certificato (in carta bollata da L. 24) del competente comitato dell'Opera nazionale per la protezione e l'assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri con la presentazione della dichiarazione modello 69 rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure con un certificato (in carta bollata da L. 24) del sindaco del Comune di residenza, su conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto.

La qualifica di partigiano ex combattente può essere comprovata, in via provvisoria, da attestazioni della Associazione nazionale partigiani d'Italia, purchè entro il termine massimo di tempo che verrà stabilito per l'inizio delle prove scritte di esame, l'interessato provveda a regolarizzare la propria qualifica preferenziale mediante altra attestazione da rilasciarsi dalla competente Commissione, nei modi previsti dal decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

La qualifica di reduce dalla deportazione o di civile reduce dalla prigionia deve risultare da attestazione del Comune di residenza.

Tutte le anzidette attestazioni debbono essere stese su carta da bollo da L 24 ed essere debitamente legalizzate;

i) lo stato di famiglia (su carta bollata da L. 24) da rilasciarsi dal sindaco del Comune nel quale l'aspirante ha il suo domicilio; tale certificato può essere omesso dai celibi;

h) la fotografia recente con firma, da autenticarsi dal sindaco o da un notaio.

Tutti i documenti devono essere muniti delle occorrenti vidimazioni e legalizzazioni.

I certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*), *g*) ed *i*) non saranno ritenuti validi se rilasciati più di tre mesi prima della data del presente decreto.

Sono dispensati dal presentare il certificato di cittadinanza gli italiani non residenti nel territorio dello Stato.

Gli aspiranti che provino di essere attualmente impiegati di ruolo in servizio attivo di una Amministrazione dello Stato possono esimersi dal presentare i documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *g*) ed *h*), primo comma; debbono, però, esibire una copia dello stato matricolare da rilasciarsi dall'Amministrazione alla quale appartengono.

I concorrenti, non impiegati di ruolo, che si trovino sotto le armi, hanno facoltà di produrre, in luogo dei certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*) ed *h*), primo comma, un certificato (in carta bollata da L. 24) del comandante del Corpo cui appartengono, comprovante la loro buona condotta e la idoneità fisica a ricoprire il posto al quale aspirano.

Inoltre, tutti gli aspiranti che risulteranno ammessi agli esami orali, dovranno esibire, alla Commissione esaminatrice, la patente di primo grado di abilitazione a condurre autoveicoli, ovvero comprovare di avere già sostenuto, con esito favorevole, il relativo esame presso il competente Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Art. 5.

Tanto la domanda quanto i documenti sopra indicati debbono pervenire al Ministero dei trasporti Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione (Servizio affari generali e personale), senza riserve, entro il termine previsto dall'art. 2 del presente decreto, eccezione fatta per la « dichiarazione integrativa » la quale può essere prodotta, dagli interessati, successivamente, ma non oltre la data che verrà fissata per la prova orale degli esami, e la domanda stessa non deve contenere alcun riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni, anche se appartenenti allo stesso Ministero dei trasporti eccezione fatta per il titolo originale di studio.

I candidati i quali, nei termini stabiliti faranno pervenire oltre alla domanda documenti non regolari, potranno ugualmente a giudizio insindacabile dell'Amministrazione, essere ammessi agli esami scritti con riserva da parte dell'Amministrazione stessa, di deliberare sulla definitiva ammissione dopo che gli interessati avranno regolarizzato la documentazione entro il termine perentorio che all'uopo sarà loro fissato.

Coloro che si trovano sotto le armi e coloro che risiedono fuori del territorio nazionale, hanno facoltà di produrre, entro il termine suddetto la sola domanda, con l'obbligo di far pervenire i documenti prescritti almeno dieci giorni prima dell'inizio delle prove scritte d'esame.

Anche per quei documenti che risultassero irregolari, l'Amministrazione si riserva la facoltà di applicare la disposizione contenuta nel secondo capoverso del presente articolo.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile normale per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere in possesso alla data del presente decreto, salvo quanto è disposto a favore dei coniugati dall'art. 23 del regio decreto-legge 21 agosto 1937 n. 1542 convertito con modifiche, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1.

L'ammissione può essere negata con decreto Ministeriale non motivato ed insindacabile.

Art. 6.

Scaduto il termine per la presentazione delle domande il Ministero farà pervenire ai concorrenti l'invito a presentarsi agli esami.

Gli esami stessi consteranno di tre prove scritte e di una orale. In ciascuna delle prove scritte dovrà svolgersi un tema da sorteggiarsi, secondo che trattasi della prima, seconda o terza prova, sugli argomenti che formano oggetto rispettivamente nella prima, seconda o terza parte del programma di esame indicato al successivo art. 14.

La prova orale verterà su argomenti dell'intero programma.

Gli aspiranti possono dichiarare nella domanda di ammissione al concorso se intendano sostenere prova scritta facoltativa di una o più lingue estere (francese, inglese, tedesca).

Art. 7.

Le prove scritte d'esame avranno luogo in Roma nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto Ministeriale

La prova orale avrà luogo pure in Roma, nel giorno che sarà tempestivamente fatto conoscere agli interessati.

Art. 8.

Per lo svolgimento delle prove di esame verranno osservate le disposizioni contenute nel capo 6° del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice verrà nominata dal Ministro e sarà composta come appresso:

due ispettori generali tecnici dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione dei quali il più anziano con funzioni di presidente;

due funzionari tecnici dell'Ispettorato generale medesimo, di grado 6° membri;

un professore di una scuola di ingegneria, insegnante di scienza delle costruzioni membro;

un professore di una scuola di ingegneria, insegnante meccanica applicata alle macchine, oppure macchine termiche ed idrauliche membro;

un professore di una scuola di ingegneria insegnante tecnica ed economia dei trasporti membro.

Alla Commissione verrà aggregato con voto consultivo, un professore insegnante per ciascuna delle lingue, francese, inglese e tedesca qualora vi siano concorrenti che nella domanda di ammissione al concorso abbiano richiesto di sostenere prove facoltative d'esame per le dette lingue.

Espleterà le funzioni di segretario della Commissione, un funzionario di gruppo *A*, di grado non inferiore al 9°, dello Ispettorato generale suddetto.

Art. 10.

Saranno ammessi alla prova orale soltanto i candidati i quali avranno ottenuto una media di almeno sette decimi nel complesso delle prove scritte, purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di sei decimi.

La prova orale si intenderà superata se i candidati otterranno in essa la votazione di almeno sei decimi, quale media dei punti riportati nelle materie di esame indicate alle parti prima, seconda, terza e quarta di cui al successivo art. 14.

La votazione complessiva verrà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

Per le prove che saranno sostenute per le lingue, la Commissione aggiungerà alla votazione complessiva delle prove obbligatorie una quota parte di punto che si otterrà applicando alla votazione stessa un coefficiente operativo il quale, per ciascun esperimento di lingua non potrà superare l'1,5%.

La graduatoria di merito degli idonei sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva, tenendo presenti, a parità di voti, i diritti preferenziali stabiliti dalle disposizioni in vigore.

Saranno dichiarati vincitori del concorso i primi elencati in graduatoria, in relazione al numero dei posti conferibili, tenendo però conto dei diritti di precedenza e di preferenza previsti a favore dei candidati che si trovino in possesso dei particolari requisiti voluti dalle leggi vigenti.

Art. 11.

I concorrenti che supereranno gli esami, ma che eccederanno il numero dei posti messi a concorso, non acquisteranno alcun diritto a ricoprire i posti che si rendessero successivamente vacanti.

Art. 12.

I vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi.

L'Amministrazione ha facoltà di integrare la prova stessa mediante uno speciale corso di tirocinio da effettuarsi presso fabbriche di mezzi meccanici di trasporto e presso società esercenti servizi pubblici di trasporti in concessione.

Trascorso l'indicato periodo se a giudizio del Consiglio di amministrazione gli assunti in prova avranno dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, saranno nominati in

ruolo con lo stipendio iniziale e gli altri assegni stabiliti per il grado 10° del personale tecnico di vigilanza (gruppo *A*).

Coloro che allo scadere del periodo di esperimento fossero, invece, a giudizio del Consiglio di amministrazione, ritenuti non meritevoli di conseguire la nomina in ruolo, saranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà al Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento per altri sei mesi.

Art. 13.

Ai vincitori del concorso saranno corrisposti, durante il periodo di prova, un assegno mensile ragguagliato al dodicesimo dello stipendio iniziale del grado 10° del personale tecnico di vigilanza, e le indennità previste dagli articoli 2 e successivi del decreto legislativo luogotenenziale 21 novembre 1945, n. 722.

Art. 14.

Gli esami si svolgeranno su argomenti tratti dalle seguenti materie:

PARTE I. — *Conoscenze scientifico-tecniche*:

1) Elementi di meccanica applicata alle costruzioni ed applicazioni ai calcoli di progetto ed alle verifiche di stabilità di struttura e costruzioni fisse di ogni genere, in muratura, legno, ferro e cemento armato (solai, coperture, tettoie, pensiline, passerelle, ecc.), ponti e relative prove statiche e dinamiche;

2) Elementi di meccanica applicata alle macchine e di macchine idrauliche e termiche ed applicazioni alle trasmissioni meccaniche della potenza ed alle macchine motrici ed operatrici a fluido, con speciale riguardo alle macchine termiche impiegate per i trasporti terrestri.

Combustibili per tali macchine;

3) Elementi di fisica tecnica (termotecnica, termodinamica e nozioni di ottica e di acustica) con speciale riguardo alle applicazioni nel dominio dei trasporti terrestri.

4) Elementi di elettrotecnica e di applicazioni (produzione, trasmissione, distribuzione, dell'energia elettrica e sua utilizzazione; misure elettriche industriali).

PARTE II. — *Costruzioni stradali e ferroviarie e di altri impianti concernenti i trasporti terrestri*:

1) Tracciamento delle ferrovie e delle strade ordinarie;

2) Stabilità delle costruzioni stradali e ferroviarie in relazione alla natura geologica dei terreni attraversati;

3) Pendenze, curve, tipi e dimensioni del corpo stradale per strade ordinarie e per ferrovie a scartamento ordinario o ridotto e tramvie;

4) Movimento di materie, sterri e rilevati; consolidamento di terrapieni, e di trincee; fognature e drenaggi; opere di difesa dalle erosioni dei fiumi e dei torrenti;

5) Costruzioni del corpo stradale (muri di sostegno, tombini ed acquedotti, ponti e viadotti tipici, gallerie);

6) Organizzazione dei cantieri per costruzioni stradali e ferroviarie; contabilità dei lavori;

7) Armamento ferroviario e sue particolarità. Armamento delle tramvie;

8) Fabbricati ed impianti attinenti ai trasporti ferroviari (fabbricati per viaggiatori e merci, magazzini, piani caricatori, rimesse, officine, piani di stazione, ecc.;

9) Scambi e segnali ferroviari e loro manovra;

10) Fabbricati ed impianti per trasporti automobilistici su strade ordinarie (autostazioni viaggiatori, autostazioni merci, autorimesse, autofficine, ecc.);

11) Filovie ed impianti relativi.

PARTE III. — *Materiale mobile e trazione*:

1) Notizie sulla resistenza al movimento dei veicoli terrestri, su rotaie o su strade ordinarie - Aderenza - Avviamento e frenatura Potenza necessaria alla trazione;

2) Criteri generali per la determinazione del costo del trasporto delle cose e delle persone;

3) Locomotive a vapore: tipi vari e particolarità dei meccanismi - Calcolo - Tabelle di prestazione;

4) Sistemi di trazione elettrica per ferrovie, tramvie, filovie.

Locomotori elettrici ed automotrici elettriche;

5) Impianti di trazione elettrica e calcoli relativi;

6) Automotrici con motori a combustione interna e trasmissione che vi si impiegano;

7) Veicoli ferroviari: tipi e particolarità;

8) Veicoli automobili per strada ordinaria; loro motori e meccanismi; molleggio; cerchioni di gomma; frenatura.

Tipi principali di autoveicoli per merci e per passeggeri.

Autoveicoli elettrici;

9) Lavori di riparazione alle locomotive ed ai veicoli ferroviari, tramviari ed automobilistici; criteri di organizzazione delle officine di riparazione.

PARTE IV. — *Legislazione*:

1) Leggi sull'amministrazione e sulla contabilità generale dello Stato; nozioni di statistica;

2) Leggi sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità;

3) Leggi e regolamenti sulla concessione di ferrovie, tramvie, filovie e servizi pubblici automobilistici;

4) Leggi e regolamenti sull'esercizio delle ferrovie, tramvie, filovie e servizi pubblici automobilistici;

5) Leggi sulla circolazione stradale; disciplina del traffico nei grandi centri urbani;

6) Organizzazione e funzionamento dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione e degli Ispettorati compartimentali.

PARTE V. — (Facoltativa) *Lingue estere*:

Lingue francese, inglese e tedesca.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 24 gennaio 1948.

Il Ministro: CORBELLINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1948
Registro n. 6, *foglio n.* 152

(545)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.